

CTL DU 22 novembre 2022 Déclaration liminaire

Monsieur le Président,

Nous siégeons aujourd'hui dans ce qui sera le dernier CTL de la DDFiP de Maine et Loire pour ce mandat, avant que le CSA se mette en place, suite au prochain scrutin et le remplace dans ses prérogatives.

Sans prétendre ici rendre compte de ce qu'aura été son activité dense dans cette instance, Solidaires Finances Publiques rappelle que nous avons pris au sérieux nos débats et que nous n'avons pas mégoté sur nos énergies pour représenter les personnels qui nous ont confié un mandat en décembre 2018.

Parfois, nous avons utilisé le boycott pour signifier solennellement un rapport de force ou bien refuser, par exemple, de nous associer à la conclusion des processus NRP.

En effet, les combats nécessaires et légitimes n'auront pas manqué et nous nous sommes efforcés, avec nos partenaires des autres syndicats, de contribuer à la combativité particulière des agentes et des agents de notre département.

Nous refusons encore et toujours la casse de notre administration et continuerons à revendiquer une DGFIP humaine et technicienne, utile pour l'intérêt général, les populations et les collectivités. Nous poursuivrons notre travail revendicatif pour nos missions, nos emplois, nos structures et les conditions de travail des personnels.

Néanmoins, tout au long de ces années, nous avons largement participé à cette instance. Siéger et débattre avec vous était pour nous jouer pleinement une partie de notre rôle de représentant et représentante des personnels et nous sommes fiers d'être des syndicalistes et d'avoir débattu tant d'heures avec vous.

En effet, nous considérons qu'il est utile de relayer les analyses des personnels et de vous faire entendre leurs questionnements et leurs attentes.

Nous considérons qu'il est utile de vous rappeler «la vraie vie» quand vous vous engagez dans des usines à gaz ou des déclinaisons de commandes technocratiques.

Nous considérons qu'il est nécessaire de ne pas vous laisser seuls dérouler vos projets, mais au contraire de vous interpellé de manière argumentée sur chaque dossier. Nous considérons qu'obtenir que nos revendications soient prises en compte, même de manière trop minime, sur les sujets à enjeux discutés en CTL est bon à prendre, parce que c'est faire mandat utile.

Nous considérons que rendre compte et informer les agentes et les agents, comme nous l'avons fait systématiquement de manière détaillée, est nécessaire pour qu'ils puissent savoir et se faire un point de vue.

Nous pensons, loin des pseudo-modernes qui méprisent les contre-pouvoirs et le dialogue social, que le syndicalisme est utile et nous dirons même, indispensable. Dans un moment «Jupitérien» du plus haut niveau de l'état jusqu'aux pratiques de certains technocrates locaux, nous soulignons devant vous l'importance de respecter les acteurs que nous sommes.

Le moment que nous vivons est celui de tous les dangers avec une crise démocratique, sociale et écologique sans précédent, avec une extrême droite aux aguets pour profiter des colères. Dès lors partout, et donc aussi à la DGFIP, il conviendrait d'écouter les acteurs de terrains, les aspirations de la «base», dialoguer et surtout tenir compte des attentes et revendications exprimées.

Ce propos liminaire sera donc, une fois n'est pas coutume, l'expression de notre fierté, celle d'être des militantes et militants, des agentes et des agents engagé·e·s qui gardent au cœur l'utopie nécessaire de vouloir changer le monde.

Et plus modestement, mais avec tout autant d'exigence, de vouloir améliorer le quotidien des personnels, de vouloir préserver et renforcer notre administration au service de tous les territoires, toutes les populations. Cet espoir est celui des militantes et militants que nous sommes ici, mais aussi celui de toutes les équipes qui contribuent à faire vivre le syndicalisme au quotidien.

Cette énergie que nous déployons n'a qu'un seul objectif, celui d'être utiles pour les agentes et les agents, nos missions, nos structures, nos conditions de travail, mais aussi les populations, les collectivités locales et l'intérêt général.

Nous continuerons inlassablement selon ce credo : «Nous ne travaillons pas pour nous, mais pour le bien de l'ensemble de nos collègues ».

Quel que soit le résultat des prochaines élections professionnelles, et nous faisons ici le souhait d'une forte participation, nous siégerons dans la prochaine instance, le CSA, en faisant le souhait, là aussi, que les futurs débats soient utiles.

Cela passera en premier lieu par un réel respect des sujets à aborder, tant sur l'organisation des services que sur les conditions de vie au travail ou les garanties des personnels.

Cela passera par de la transparence et un respect effectif du dialogue social et de celles et ceux qui le conduisent. Cela passera par une volonté de mettre les sujets sur la table en amont avec une véritable place au dialogue. Cela passera par une volonté de donner du « grain à moudre » pour répondre aux revendications.

Vous aurez compris que nous restons plein d'espoir donc. Nous maintenons notre exigence et notre investissement pour « semer de l'utopie et récolter du réel ».

En attendant, nous aborderons tous les sujets de l'ordre du jour dans notre état d'esprit constant de relayer les attentes des personnels, mais aussi de poser nos exigences et nos revendications.

Pour conclure, c'est avec sidération que nous avons découvert l'horreur qu'a vécu un chef de brigade et sa collègue qui a assisté à ce déferlement de haine et de violences lors d'un contrôle fiscal. La section de Solidaires Finances Publiques 49 tient à apporter son plein et entier soutien aux victimes et à leurs familles et à leur présenter nos condoléances. Que l'ensemble des agents du Pas de Calais soient assurés de notre affection et de notre plein et entier soutien dans ces moments de profonde douleur.